

Les grands argentiers du monde entier approuvent les initiatives visant à combattre les effets de la crise

Bulletin du FMI - le 26 avril 2009

- Le comité directeur du FMI soutient les initiatives promouvant la reprise
- Il approuve un gros accroissement des ressources du FMI pour combattre la crise
- Le FMI envisage une émission d'obligations, qui permettrait aux pays d'acquitter leurs contributions

Les dirigeants financiers ont affirmé leur volonté de prendre les mesures nécessaires pour relever l'économie mondiale de la plus profonde récession depuis la Grande Dépression et leur soutien aux initiatives visant un accroissement considérable des ressources que le Fonds monétaire international (FMI) peut prêter pour combattre la crise et mettre en place un dispositif de protection sociale pour les plus défavorisés.

Le Comité monétaire et financier international (CMFI), qui compte 24 membres et est l'organe directeur du FMI, a souligné que le FMI joue un rôle central en favorisant le rétablissement de la croissance et en suivant attentivement les politiques mises en œuvre par les gouvernements du monde entier, de manière à déterminer si d'autres mesures sont nécessaires.

Selon M. Youssef Boutros-Ghali, président du CMFI et Ministre des finances de l'Égypte, les participants entrevoyaient des signes de la reprise à venir. « Nous avons des problèmes sérieux. Nous prenons des mesures très sérieuses. Mais les choses commencent à aller mieux. Nous pouvons dire avec circonspection et prudence que la tempête s'apaise. »

Le Directeur général du FMI, M. Dominique Strauss-Kahn a rappelé que le tempo de la reprise mondiale dépendra largement de l'efficacité des mesures visant à éliminer les créances immobilisées qui plombent actuellement les bilans des grandes banques.

Une riposte sans précédent

Les ministres des finances, les gouverneurs des banques centrales et les ministres du développement sont venus participer à Washington aux réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale alors que l'économie mondiale est sous le coup de la pire crise qu'elle ait connue depuis la création des deux institutions vers la fin de la Seconde Guerre Mondiale.

La riposte sans précédent à la crise économique mondiale — moyennant la récente expansion des ressources des institutions internationales et le remaniement de l'arsenal des prêts du FMI — commence à restaurer peu à peu la confiance des marchés, a déclaré le FMI.

Mais dans son rapport semestriel sur la stabilité financière dans le monde ([Global Financial Stability Report](#)), rendu public le 21 avril, le FMI rappelait qu'il subsiste des écueils considérables sur la voie du rétablissement de la stabilité financière.

« Il importe de continuer à agir de manière décisive et efficace pour préserver et consolider ces premiers signes d'amélioration et donner une assise plus stable et solide à la croissance durable de l'économie mondiale, » a déclaré M. José Viñals, Conseiller économique et Directeur du Département des marchés monétaires et de capitaux du FMI.

Reprise de la croissance l'an prochain

Les plus récentes prévisions du FMI, dans son rapport sur les [Perspectives de l'économie mondiale](#), pointent une contraction de 1,3 % de l'économie mondiale en 2009. Bien que le rythme de contraction soit censé se ralentir à compter du deuxième trimestre de 2009, les projections laissent entrevoir une baisse de la production par habitant dans des pays représentant les trois quarts de l'économie mondiale. La croissance devrait reprendre en 2010, mais à un rythme de 1,9 %, elle serait bien molle en comparaison des reprises antérieures.

M. Olivier Blanchard, Conseiller économique du FMI, a déclaré aux journalistes que l'économie mondiale est actuellement en proie à deux forces opposées : d'une part, l'effondrement de la confiance et de la demande, qui continue à tirer l'économie vers le bas, et, d'autre part, les mesures de relance prises par les gouvernements et les mécanismes de stabilisation naturels qui tirent l'économie vers le haut.

« Il est encore trop tôt pour crier victoire, et la nécessité de politiques fortes, tant sur le plan macroéconomique que sur le front financier, reste essentielle. Mais, si ces politiques sont en place, on peut entrevoir la lumière au bout de ce long tunnel. La croissance mondiale peut redevenir positive à la fin de cette année et le chômage peut commencer à diminuer vers la fin de l'année prochaine. »

Les réunions du CMFI et du Comité du développement ont fait suite aux mesures énergiques décidées à Londres le 2 avril par les dirigeants du [Groupe des Vingt](#) (G20) pays industrialisés et émergents pour combattre la crise, qui commence à toucher les pays les plus pauvres de la planète.

Dans son [communiqué](#) en date du 25 avril, le CMFI a développé les points suivants :

- **Assurer la reprise.** Les pays membres du FMI sont résolus à prendre des mesures supplémentaires qui s'imposent pour assurer la reprise économique, et en particulier à restaurer la santé financière des banques, prendre les nouvelles mesures décisives et concertées qui sont nécessaires pour garantir la solidité des institutions ayant une importance systémique et à maintenir des politiques expansionnistes.
- **Évaluation des mesures.** Le CMFI a réitéré la demande précédemment adressée par les dirigeants du G20 au FMI, qu'il a chargé d'évaluer périodiquement les

mesures qui ont été prises et de recommander celles qui doivent encore être mises en œuvre.

- **Éviter le protectionnisme.** Le CMFI a demandé que le cycle de négociations commerciales multilatérales de Doha aboutisse d'urgence à une conclusion, ce qui contribuera au redressement de l'économie mondiale, et il a souligné qu'il importe de s'abstenir de recourir au protectionnisme.
- **Amélioration de la surveillance économique du FMI.** Le CMFI a souligné que le FMI et les pays membres doivent s'employer à renforcer l'efficacité de la surveillance du FMI, en accordant une attention particulière aux sources de risques systémiques.
- **Expansion des ressources du FMI.** Le Comité s'est déclaré favorable au triplement des ressources mises à la disposition du FMI pour ses prêts, qui seraient portées à 750 milliards de dollars EU, initialement à l'aide de prêts bilatéraux de pays membres, puis de [nouveaux accords d'emprunt](#) (NAE) élargis et assouplis.
- **Soutien à la réforme des mécanismes de prêt et de la conditionnalité du FMI.** Le CMFI a pris note avec satisfaction de la réforme des mécanismes de prêt, notamment la création de la ligne de crédit modulable et a salué le doublement des limites d'accès pour tous les emprunteurs.
- **Soutien aux pays à faible revenu.** Pour renforcer ce que le CMFI a nommé le dispositif mondial de sécurité financière, il s'est déclaré favorable au doublement de la capacité de prêts concessionnels aux pays à faible revenu et à une réflexion sur les moyens d'accroître la concessionnalité des prêts aux plus pauvres. Par ailleurs, le Comité a appelé les donateurs à tenir leurs engagements en matière d'aide publique au développement.
- **Émission de DTS.** Le Comité a appelé à l'approbation rapide d'une allocation spéciale de DTS, quasi-monnaie du FMI et d'une allocation générale de DTS équivalant à 250 milliards de dollars EU, avec prise d'effet avant l'Assemblée annuelle d'octobre à Istanbul. Cela mettrait 19 milliards de dollars EU supplémentaires à la disposition des pays à faible revenu.
- **Appui à la réforme des quotes-parts et de la représentation.** Le CMFI a approuvé les initiatives visant à améliorer la représentation des pays émergents dynamiques et des pays à faible revenu, demandant la mise en œuvre sans attendre des accords conclus en avril 2008 sur la réforme des quotes-parts et de la représentation et la poursuite des travaux sur une nouvelle formule de calcul des quotes-parts avant l'Assemblée annuelle de 2009.
- **Réforme de la gouvernance du FMI.** Le Comité a appelé à des réformes plus larges pour permettre au Comité monétaire et financier international de prendre une part active à la prise de décision stratégique du FMI.

Le CMFI se compose de 24 membres qui sont des gouverneurs du FMI (ministres ou autres hauts responsables de rang comparable). Sa composition reflète celle du Conseil d'administration du FMI.

Éventualité d'une émission d'obligations

Le FMI étudie les moyens d'accroître ses ressources de manière à pouvoir prêter davantage pendant la crise actuelle. Jusqu'à présent, il a prêté ou engagé ses ressources via des lignes de crédit à hauteur de 100 milliards de dollars EU pour aider des pays à surmonter la crise et combattre l'effondrement économique mondial.

Certains pays ou régions, tels que le Japon et l'Union européenne ont directement versé leurs contributions au FMI. M. Strauss-Kahn a confié aux journalistes qu'un autre moyen de mobiliser des ressources consisterait pour le FMI à placer des obligations dans plusieurs pays, tels que la Chine.

M. Strauss-Kahn a expliqué que cette option a déjà été présentée au Conseil d'administration et que « le FMI est maintenant en pourparlers avec les différents créanciers sur les modalités d'application et les contributions qui seraient apportées. »

« Je suis sûr que cette formule sera utilisée, car elle donne une grande souplesse. Et elle est intéressante pour beaucoup de pays, », a-t-il ajouté, expliquant que le FMI a préparé un modèle d'accord type pour les pays susceptibles d'investir dans ces titres.

Il n'a pas précisé quels sont, en dehors de la Chine, les pays qui pourraient être intéressés, mais il a déclaré qu'il y en a un bon nombre. Ces obligations seraient placées directement auprès des pays membres intéressés, et non via les marchés de capitaux privés.

Stratégie de sortie

M. Strauss-Kahn a également indiqué aux journalistes que si les pays membres du FMI s'accordent largement sur la nécessité de mesures de relance budgétaire dans tel ou tel pays, les avis divergent sur la nécessité de prévoir dès maintenant une « stratégie de sortie » de ce dispositif d'urgence une fois que la crise sera passée.

Mais, du point de vue du FMI, a-t-il ajouté « il importe de réfléchir à la stratégie de sortie dès que possible. »

Alertes avancées

Le FMI et le Conseil de stabilité financière ont entrepris conjointement des exercices d'alerte avancée semestriels, qui visent à détecter les risques qui se profilent et à recommander les mesures préventives qui s'imposent. Dans le cadre de ces travaux, le FMI a élargi le champ de ses analyses de vulnérabilité pour couvrir les pays avancés, aussi bien que les pays émergents, comme le Directeur général l'a expliqué au CMFI.

Comité du développement

Au [Comité du développement](#), qui a pour mission de donner aux Conseils des Gouverneurs de la Banque et du FMI des avis sur les grands problèmes se rapportant aux

nations en développement, les ministres ont averti que la crise pourrait « se transformer en catastrophe humaine et en désastre au plan du développement. »

« Les progrès réalisés au prix de durs efforts en direction des [Objectifs du Millénaire pour le développement](#) (OMD) sont maintenant compromis, » a déclaré le Comité dans son communiqué. « La crise a déjà fait basculer dans une extrême pauvreté plus de 50 millions de personnes, surtout des femmes et des enfants. Nous devons atténuer son impact sur les pays en développement et faciliter la contribution de ces derniers à une reprise mondiale. »

Le Comité a invité instamment les pays donateurs à traduire leurs engagements en actions concertées et en ressources supplémentaires.

Les commentaires sur cet article peuvent être envoyés à imfsurvey@imf.org



Scène de marché à Djakarta, Indonésie : en 2010 la croissance mondiale devrait connaître une reprise, mais plus timide que les précédentes (photo : Bagus Indahono/epa/Corbis)